

# La maladie de la cagnotte

Posté le : 20 mars 2018 12:35 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
 Catégorie: Concepts fondamentaux, Europe de l'est, Attitudes, Histoire économique récente, hyperfiscalité, Economie et politique, Fiscalité

Il est intéressant de noter que personne collectivement n'apprend jamais rien. L'erreur comme le chiendent repousse inlassablement et il n'y a pas de désherbant spécialisé.

Prenons cette affaire de cagnotte, l'exemple même d'une illusion d'optique tout à fait remarquable.

L'activité est cyclique. La fiscalité française est progressive. La conjoncture est bonne et les recettes prennent l'ascenseur pendant que l'économie prend l'escalier. La pression fiscale globale augmente. Personne n'a jamais voulu publier ce multiplicateur mais il est intégré dans tous les modèles de prévision fiscale fonction de l'activité.

Pendant les récessions le phénomène inverse se produit. Les recettes freinent brusquement et quand la récession est grave elles s'inversent.

L'État considère toujours que le maximum de recettes atteint est un acquis perpétuel. Donc ses sbires qui tiennent le pouvoir, ce que nous appelons l'Énarchie Compassionnelle, exigent aussitôt des hausses d'impôts massives pour compenser. Cet effet de cliquet est structurel dans Ve République du fait de la mainmise des hauts fonctionnaires, toutes couleurs politiques fondues, sur la politique.

Lorsque l'effet de ces nouveaux impôts s'ajoute aux précédents, lors de la phase d'expansion suivante, l'argent coule à flots dans les caisses. On le dépense aussitôt. Et le cycle repart.

Ce mécanisme est splendidement apparent notamment depuis 1973. C'est comme cela que la dépense publique dépasse désormais la valeur ajoutée des entreprises du secteur marchand non financier. Et que notre dette publique dépasse de deux fois cette valeur ajoutée, une situation qui explique l'énormité de notre chômage et de notre pauvreté.

Le couple Macron-Philippe, avec le coadjuteur Le Maire et l'idiot utile Darmanin, a décidé d'augmenter sauvagement les recettes fiscales, conformément à cette habitude funeste. La phase de haute conjoncture internationale arrive avec retard et moins d'élan que d'habitude mais elle arrive. Le résultat est évidemment un flot énorme de recettes supplémentaires, d'autant plus violent que ces loustics ont littéralement matraqué le pays avec des hausses de taux phénoménales.

On a déjà montré que la hausse du taux de prélèvement sur la CSG déductible était de plus de 40 % ! Mais il y a mieux. Le malus sur l'achat de voiture est passé de 0 à 140 euros pour un taux de CO2 de 126 unités. De 90 à 353 pour un taux de 131, soit une hausse légère de 392 %. Si vous atteignez 162 Unité, la taxe passe de 3 313 à 4 460, une toute petite somme qui a fait passer le coût des voitures de cette catégorie au-dessus de 30 000 euros. À partir de 180 unités, vous voilà dans le monde de rêve des voitures qui paient plus de 9 000 euros de malus et même 10 500 au-delà de 191. Les SUV à la mode sont désormais tous passés au-dessus de 45 000 euros ! Comme il y a actuellement une frénésie d'achats de voitures, combinaison du cycle automobile et du niveau très bas des taux de crédit, le rendement de cette taxe est gigantesque.

La voiture et le logement sont les deux équipements les plus lourds et évidemment les plus taxés.

Pour être juste cette manie de la conservation de toute recette et donc de toute dépense acquise est aussi le fait des collectivités locales et des institutions internationales.

Voyez l'Europe : le Royaume Uni s'en va. Cela fait un trou dans les recettes. Pense-t-on à ajuster les dépenses ? Pas du tout. Les dirigeants de l'UE exigent de nouvelles ressources et une hausse « très importante des impôts européens » que Macron leur a promis à l'avance.

Voyez les mairies. Les recettes sont ponctionnées. Va-t-on baisser la dépense. Pas du tout. On va augmenter de 200, 3000, 500 % les amendes de stationnement, taxer jusqu'à 1 000 euros les cabanes à lapins, augmenter massivement la taxe foncière. Réduire la dépense ? Jamais ! Non Mais ! Peut-être va-t-on laisser filer l'entretien des routes... Quand les inconvénients seront devenus visibles, il sera bien tant de faire un « impôt nids-de-poule ».

Lorsque la BCE a décidé de récupérer le contrôle des principales banques européennes, elle a recruté comme un malade. Les banques centrales elles n'ont pas adapté leurs effectifs à la perte des contrôles nationaux. « Quelle horreur ! Vous êtes dingues ».

Les élections présidentielles ont été dominées par la question de la réduction des effectifs publics et des postes subventionnés. Le résultat : la hausse de ces effectifs est très importante en 2017 et le restera en 2018. À fin 2018 jamais les recettes publiques n'auront atteint de tels sommets.

Pendant ce temps-là, les politiciens démagogues regardent la cagnotte et crient : « donner là, donner là, donner là ! Nos clientèles attendent ».

Le revenu et le capital des Français ne leur appartiennent pas. C'est une concession qu'on leur fait et il faut qu'ils paient pour en disposer. Vive l'impôt ! Il faut savoir la société que nous voulons ! Des bonnes intentions sans recettes massives affectées, cela n'a pas de sens. Il faut 1 % du PIB pour la Culture, le Handicap, le Sport, les Femmes, la Pureté de l'eau, la Pureté de l'air, les Maternelles, les Homosexuels-les, la Francophonie, l'aide aux pays sous-développés, la promotion de l'artisanat, la sauvegarde des fermes authentiques, la sauvegarde des cirques, la suppression des trous noirs téléphoniques, ad libitum. Il faut 4 % du PIB pour l'Armée, la Justice, le logement, le rail, l'Europe... Il faut 40 % du PIB pour la sécu et 40 % l'Éducation nationale.

C'est sûr

Quand vous serez autour de 300 % du PIB, arrêtez-vous et reposez-vous un peu. Ah zut vous avez oublié le 4 % pour la recherche scientifique et le 1 % pour le développement du codage dans les maternelles ! Et puis attendez, nous allons avoir les jeux olympiques, le championnat du monde de football et celui de rugby.

Le plus drôle est qu'il ne se passe pas une journée sans qu'un abruti vienne dans les médias en fonction de l'actualité pour souligner combien les ressources manquent pour à peu près tout et qu'on ne s'en sortira pas sans une hausse vertigineuse des ressources à dépenser sur le sujet. Mais oui, n'oublions pas : il faut créer un quatrième risque pour les petits vieux. Quant à nos prisons elles sont infectes, nos hôpitaux, nosocomiaux, nos passages à niveau, dangereux, nos urgences, saturées, nos greffiers, submergés, nos bombes, achetées à l'étranger, nos migrants, mal traités,

Le plus consternant est qu'il ne se passe un jour sans qu'un démagogue ne suggère une nouvelle gratuité. Mme Hidalgo qui s'est construit patiemment une réputation de démagogue, d'idéologue et d'allumée gauchiste capable de tout, propose, ce jour, la gratuité des métros et des bus. Il faut dire qu'ayant supprimé les voies de circulation et de stationnement, monté à des sommets hystériques les PV de stationnement, et n'ayant augmenté aucune capacité de transport public, elle ne peut rabattre le troupeau que vers des métros saturés, où les femmes se font pincer les fesses et où la pollution aux particules fines est dix fois plus élevée qu'en surface, et des bus erratiques et inconfortables. Le proposer la veille d'une grève perlée des transports montre un sens de l'opportunité qu'il faut souligner

La gratuité, tout le monde sait cela, c'est ce qui coûte le plus cher. Séparer le coût de la consommation, c'est la source principale du gaspillage. « Puisqu'on vous dit qu'il faut savoir la société que vous voulez ». Bien entendu une société où tout est gratuit est une société où personne n'a rien, sauf la nomenklatura qui la dirige.

Alors, dans les années quatre-vingt-dix, on disait : La justice est effondrée ; l'armée tient avec des bouts de ficelles ; l'éducation nationale est sur le toboggan. L'hôpital tient, mais jusque quand ?

Maintenant on dit : la justice est effondrée ; la diplomatie extérieure et l'action culturelle française à l'étranger sont effondrées ; l'Éducation nationale est effondrée ; l'Université est effondrée ; la médecine libérale est presque totalement effondrée ; L'hôpital est très malade ; les Ephad sont effondrés ; Les Armées sont au bout du rouleau ; La police est dépassée par les événements et les zones de non droits s'étendent ; la prison est effondrée (les matons demandent qu'on les défende des prisonniers) ; la formation professionnelle est effondrée ; l'industrie est effondrée ; l'art a quitté la France ;

La « transformation » est en cours paraît-il. « On a interdit aux juges de ruiner les entreprises et aux députés d'employer leurs proches. Tout de même ce n'est pas rien ». Tout cela est évidemment dérisoire et tient plus de la comédie politicienne que du destin national.

On sait parfaitement ce qu'il faut faire :

- Interdire à un fonctionnaire d'être élu dans une chambre qui vote ses conditions d'emploi.
- Interdire le versement de deux rémunérations publiques à la même personne.
- Modifier la procédure budgétaire pour que le budget ne soit augmenté que du montant de la croissance moyenne du PB dans les trois précédentes années.
- Pour les régions et les collectivités locales, ne permettre une hausse du budget complémentaire qu'en fonction de la hausse de la population.
- Les grands équipements locaux ou régionaux doivent être contrôlés par une chambre spécialisée du parlement.
- Interdire toute gratuité, une prestation devant toujours être gagée sur un droit acquis par cotisation. Coller 20 ans de prison ferme à quiconque en proposera une.
- Plafonner le taux d'endettement des collectivités locales et des administrations et des dépendances de l'État. Coller 20 ans de prisons à ceux et celles qui endettent leur ville pour des décennies.
- Consigner les plus-values fiscales des périodes de vaches grasses pour les réutiliser pendant les périodes de vaches maigres.

Mais qu'on ne parle pas de miraculeuse cagnotte qui permettrait tout soudain de faire du social à tout va ! C'est de l'escroquerie.

Et de la bêtise crasse.